

“ L’émancipation des travailleurs sera l’oeuvre des travailleurs eux-mêmes.”

La lettre d’information de

La Commune

.Supplément au n°67 (nouvelle série) du mensuel de l’organisation *La Commune*
Section française de l’UIT -IV^e Internationale. (MST-Alternativa Socialista- Argentine)

Août-septembre 2007

L’appel de la LCR à un nouveau parti :

Le parti des bobos et des gogos ?

Depuis quelques années, la LCR- section française du Secrétariat Unifié (SU) semble connaître une nouvelle jeunesse. Cette organisation qui existe, en tant que telle, depuis près de 40 ans, se présente aujourd’hui comme le creuset de la construction d’un nouveau parti anticapitaliste en France. Son porte-parole, Olivier Besancenot, a effectivement obtenu 4,08% des voix aux élections présidentielles du printemps dernier, rassemblant sur son nom près de 1,5 million d’électeurs. C’est un succès considérable, incontestablement, surtout en comparaison des mauvais résultats obtenus cette fois par la candidate de LO, Arlette Laguiller (1,33%) et de ceux, ridicules de Schivardi, (0,34%) le candidat du PT qui a réussi à faire encore moins que le précédent candidat, Gluckstein dont le score en 2002 avait pourtant déjà touché le fond. Cela étant, il nous faut regarder les choses qui sont derrière les choses. Derrière l’apparent regain de la LCR et sa référence formelle au trotskysme, il y a la politique active de cette organisation et le rôle précis qu’elle joue sur la scène politique. Voilà ce qu’il faut à nouveau rétablir pour définir notre attitude à l’égard de cette organisation et de sa dernière proposition.

Donc, forte de son succès électoral, la LCR vient de lancer un appel pour la fondation d’un parti anticapitaliste, d’un nouveau parti « qui défende les intérêts des travailleurs et des travailleuses, de tous les opprimé-e-s, de tous les exploité-e-s ». En principe, nous qui appelons depuis des années à la construction d’un tel parti, nous devrions souscrire à cet appel et le saluer comme un pas en avant de la LCR. Hélas...

De quel nouveau parti s’agit-il ?

Les considérants qui conduisent la LCR à prendre cette initiative sont irréfutables :

Celles et ceux qui entendent lutter sans concession contre la politique de ce gouvernement, instrument du MEDEF, celles et ceux qui veulent défendre un programme d'urgence anticapitaliste à l'image de celui qu'a porté Olivier Besancenot à la Présidentielle ont besoin d'un nouveau parti qui défende les intérêts des travailleurs et des travailleuses, de tous les opprimé-e-s, de tous les exploité-e-s.

Dès lors, la question qui se pose est de savoir si l'initiative de la LCR répond correctement à ce besoin d'un nouveau parti.

Concrètement, nous souhaitons un débat commun avec toutes celles et tous ceux, individus, équipes militantes, courants politiques :

- ▀ *Qui veulent défendre un programme anticapitaliste dans les luttes et aux élections ;*
- ▀ *Qui se situent dans la plus stricte indépendance avec le PS et refusent de cogérer les institutions avec celui-ci, voulant centrer leur activité sur la lutte des classes, la mobilisation sociale et politique*
- ▀ *Qui veulent se regrouper dans un cadre politique organisé, militant, national et démocratique, un parti tissant des liens internationaux avec les forces qui défendent une telle perspective.*

Tout cela est parfait. Mais parlons un peu de « **la plus stricte indépendance avec le PS** » que prône la LCR. Voilà qui est fort louable mais constatons que ce n'est certainement pas cette « stricte indépendance » qui a guidé les pas de la LCR, tout dernièrement. Tout d'abord, sans l'aval de la direction du PS, Besancenot n'aurait pu obtenir les 500 signatures de maires et d'élus nécessaires pour pouvoir se présenter aux élections.

La suite est connue : Besancenot a appelé à voter au second tour pour Ségolène Royal qui avait pourtant mené une **campagne ultra-réactionnaire de A à Z**, sur un programme capitaliste, anti-ouvrier, anti-jeunes, anti-immigrés qui n'avait vraiment rien à envier à celui de Sarkozy. Nous y reviendrons. De même que nous reviendrons sur l'appel honteux, bien plus grave encore, **de la LCR à voter Chirac aux élections présidentielles de 2002.**

Un parti « anticapitaliste, féministe, écologiste » ?

Commençons par dire ce que nous pensons de cet appel pour un parti anticapitaliste.

D'un côté, ce document évoque, à juste raison, le besoin d'un parti qui défende les intérêts des travailleurs. De l'autre, la LCR envisage « *un congrès national de fondation de ce nouveau parti anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste, et socialiste* ».

Féministe ? Écologiste ? Mais pourquoi donc un parti censé défendre les intérêts des travailleuses et des travailleurs devrait-il se réclamer de ces deux idéologies petite-bourgeoises attrape-tout ?

Nous n'avons pas oublié que dès 1980, nos camarades Morenistes avaient, à juste raison, qualifié le féminisme de « **front populaire des femmes** » à l'occasion d'une polémique avec le SWP des Etats-Unis. Quant à « l'écologie », ce courant se dresse contre le développement des forces productives, s'en prend, au besoin, aux paysans voire aux salariés accusés de trop consommer ! S'il est vrai que le combat pour l'émancipation des femmes travailleuses est partie prenante du combat pour le socialisme, s'il est vrai que le combat pour protéger la nature et la santé humaine des ravages du capitalisme est une composante nécessaire et logique du combat contre la destruction des forces productives de l'Humanité que provoque le mode de production

capitaliste, il n'en est pas moins vrai que l'écologie et le féminisme sont, dans les faits des **idéologies réactionnaires** qui constituent des obstacles à ce combat général contre l'exploitation et l'oppression sous toutes ses formes. Or, aussi loin qu'on remonte dans le temps, la LCR, qui a toujours sacrifié à toutes les modes, a flirté et flirte quotidiennement avec ces idéologies quand elle ne les devance pas.

La référence à ces idéologies petites bourgeoises augure donc mal de l'indépendance efficiente du parti que la LCR propose de construire. Ces idéologies s'opposent à l'anticapitalisme et lui substituent les préjugés des « **bourgeois-bohèmes** » (les « **bobos** »). Pour notre part, nous n'oublions pas que le féminisme a été utilisé en France à des fins d'islamophobie, et de racisme anti-jeunes. Tout ce tapage raciste insidieux, qui a commence dans ce pays avec le montage du PS qu'a constitué **SOS Racisme** (et son mot d'ordre de « **droit à la différence** » permettant d'éviter le combat contre **la différence des droits**) aboutit logiquement aujourd'hui à la **nomination** de la grande féministe Fadela Amara, hier louangée par la LCR (et bien d'autres) comme **membre du gouvernement de Sarkozy**, main dans la main avec la ministre catholique ultra-réactionnaire Christine Boutin, spécialiste de la lutte contre le droit à l'avortement.

Pourtant, les emprunts de la LCR aux modes petites bourgeoises s'étendent encore au-delà. En effet, toujours dans ce même appel, nous lisons

*L'injustice n'a pas régressé dans le monde. Bien au contraire, elle continue à frapper des milliards d'être humains. Cette injustice multiforme est l'inévitable conséquence d'un système d'organisation de la société, le capitalisme, dont le moteur demeure la recherche de la satisfaction de la soif de pouvoir et de profits d'une toute petite minorité. Ici, les profits exorbitants du CAC 40, les parachutes dorés, les salaires faramineux des dirigeants s'accompagnent d'un accroissement des inégalités, souvent de la détresse. C'est la course folle au profit, accentuée encore par les politiques libérales qui dominent la globalisation capitaliste, qui génère la misère, le mal logement, la précarité et creuse les inégalités sociales, qui détruit les services publics et les protections sociales, qui provoque des guerres et le pillage du tiers-monde, qui met en danger toute l'humanité par une gestion catastrophique des ressources et de l'énergie. La logique de la concurrence de tous contre tous, de la privatisation du monde, et celle des solidarités, du **partage des richesses**, de la démocratie la plus large sont inconciliables. Pour en finir avec la dictature des actionnaires, de la propriété privée capitaliste, il faudra des mobilisations puissantes, généralisées, des grèves, des manifestations, des occupations. L'avenir de la société est entre les mains des classes exploitées, des salariés qui produisent toutes les richesses.*

La notion anti-marxiste du « partage des richesses »

Passons sur les fomules confuses, du genre « la logique de la privatisation du monde » et arrêtons-nous plutôt sur la référence au « partage des richesses » qui n'a rien à voir avec l'anticapitalisme. Là, il s'agit plus crûment d'un emprunt à la doctrine sociale de l'église apostolique et romaine dans laquelle les staliniens ont puisé leur propre inspiration contre-révolutionnaire, des décennies durant et de nos jours encore puisque cette formule de « partage des richesses » fleurit désormais partout. On l'a ainsi retrouvée régulièrement dans les discours de ...Chirac. Cela n'empêche pas pour autant cet appel d'indiquer quatre lignes plus bas : « L'avenir de la société est entre les mains des classes exploitées, des salariés qui produisent toutes les richesses ». C'est un fait. Mais alors, puisqu'il est si vrai que seuls les prolétaires

produisent toutes les richesses, pourquoi diable devraient-ils les « partager » ? La macédoine et la confusion idéologiques sont bien la marque de fabrique de la LCR. Les révolutionnaires luttent plus prosaïquement pour la **collectivisation des moyens de production et d'échange**, faut-il le rappeler.

Pour l'heure, nous savons par expérience une chose : une organisation peut être amenée à appeler à la construction d'un nouveau parti ouvrier aux seules fins d'y faire obstacle. Ainsi, les lambertistes ont-ils proclamé, autoproclamé pour être exacts, « **le parti des travailleurs** » il y a maintenant quinze ans. Pour le résultat que l'on sait : un « parti » moins nombreux que ne l'était le PCI de Lambert en 1992, un « parti » chauvin et « républicain » dont l'anticapitalisme ne prévaut que les jours de fête. Quant à ce « parti » dont parle la LCR, « écologiste, féministe » et même « **autogestionnaire** », il a déjà vécu en France : **c'était le PSU, de 1960 à 1982**, dont le chef fut Michel Rocard, celui-là même qui a été plus tard le Premier ministre le plus réactionnaire de Mitterrand. (1988-1991). Celui-là même qui vient d'accepter une **mission pour le compte de...Sarkozy** : se pencher sur la « nature du métier d'enseignant » !

Au surplus, l'appel de la LCR à un parti anticapitaliste fait l'impasse sur une question-clé : **pas un mot sur l'Union européenne**, pas un mot sur la victoire ouvrière et populaire du 29 mai 2005 remportée contre le projet de traité Constitutionnel européen bâti de bout en bout sur « la concurrence libre et non faussée ».

La LCR, indépendante du PS ?

A l'en croire, la LCR militerait pour un nouveau parti qui serait strictement indépendant du PS. Nous sommes hélas en droit d'en douter, compte tenu de l'attitude réelle de la LCR vis-à-vis du PS, ces dernières années.

Nous pourrions par exemple citer le cas de la section de la LCR d'Alfortville qui se place du côté de la municipalité PS flanquée du PCF et des écologistes contre le comité chômeurs-salariés et notre conseiller municipal Daniel Petri, contre les familles ouvrières mal-logées (voir La Commune n°67) stigmatisant le « gauchisme » de notre organisation. On pourrait nous rétorquer qu'il s'agit d'un phénomène local, voire de mesquinerie de chapelle de notre part. Admettons. Alors allons voir ailleurs.

Revenons donc sur la campagne de la LCR aux dernières Présidentielles. Tout d'abord, pour justifier une candidature séparée des forces de l'arc des « antilibéraux » dont elle était partie prenante (ainsi que le PCF), la LCR dû brandir bien haut le drapeau de l'indépendance totale à l'égard du PS, taxé de parti « social-libéral » (?!). Mais ce principe intransigeant se heurta à un obstacle de taille : **l'obtention des 500 signatures de maires** sans lesquelles aucun candidat ne peut se présenter aux élections présidentielles. Cet obstacle, la LCR le connaissait fort bien. En 2002, la LCR avait pu présenter un candidat parce que déjà le PS, précisément, lui avait fourni 150 signatures, **petit coup de pouce qui n'a jamais été démenti par Krivine, Sabado et autres dirigeants de la LCR**. En effet, le PS, craignant qu'Arlette Laguiller, autre candidate se réclamant du trotskysme, n'obtienne les 10% de voix dont les sondages la créditaient, avait donc tout intérêt à propulser une autre candidature dite « trotskyste », **afin d'empêcher Lutte Ouvrière**, organisation considérée par le PS comme moins malléable que la LCR, de faire un score « à deux chiffres » qui aurait fait l'effet d'un coup de tonnerre.

L'angoisse des 500 signatures oblige à bien des arrangements...

2007 : A la différence de la LCR, LO dispose d'un appareil, dans le bon sens du terme et d'une base militante qui lui permet d'obtenir les signatures nécessaires sans le secours de personne d'autre. Non sans mal d'ailleurs, vu les pressions exercées sur les grands électeurs, dont les maires. C'est ainsi que dès janvier 2006, les militants LO prennent leur bâton de pèlerin pour aller visiter les maires des petites communes les uns après les autres, sillonnant le territoire mois après mois puis jour après jour. La LCR ne commencera officiellement la « tournée des maires » qu'en septembre 2006, 8 mois plus tard ! De surcroît, **près de la moitié des militants de la Ligue refuse d'appuyer la candidature Besancenot**, au nom de « l'unité des antilibéraux ». Cette forte minorité soutiendra la candidature du « **paysan** » **altermondialiste José Bové**. Aussi bien, la LCR peine t-elle à recueillir les signatures. D'autant plus que le Premier secrétaire du PS, François Hollande, a donné des consignes très strictes à tous les élus de son parti, les enjoignant à ne pas donner leur signature à d'autre candidat que celui du PS.

Aussi bien, à un mois de la date butoir pour le dépôt des signatures devant le Conseil constitutionnel, la LCR accuse un retard qui ruine ses espoirs de pouvoir présenter Besancenot à ces élections. C'est alors que Besancenot livre une interview au quotidien du soir Le Monde au cours de laquelle, il laisse tomber, à propos de son attitude au second tour :

Je ne ferai pas la politique du pire, je me présente contre Sarkozy.

Cela se passe le 27 février.

Cette interview est édifiante.

Tout d'abord, Besancenot explique :

*Je continue à penser qu'il y a deux grandes orientations politiques à gauche : une qui pense que le libéralisme et le capitalisme sont un seuil ultime pour l'humanité. C'est le cas de la direction du Parti socialiste, qui cherche, du coup, à **l'accompagner un minimum socialement. (Souligné par nous)**. L'autre est anticapitaliste, antilibérale. Ces deux gauches-là peuvent faire des choses ensemble face à la droite, notamment sur les licenciements. Mais sur les solutions politiques alternatives globales, des choses nous séparent qui sont du domaine du projet de société que l'on veut construire.*

L' « accompagnement social » dans la sidérurgie, à Renault- Flins...

Non, camarades, la direction du PS ne cherche pas à **accompagner le capitalisme plus ou moins « socialement »**. S'agissant des licenciements, la direction du PS fut à la pointe de la saignée dans la sidérurgie en 1983-84. Que Besancenot aille parler aux sidérurgistes de Lorraine du caractère « social » de l'accompagnement de la fermeture des hauts fourneaux par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

A la même époque, la direction du PS qui était alors au gouvernement dénonça la grève des ouvriers immigrés des usines automobiles Talbot, sans hésiter à recourir à des arguments racistes et islamophobes, pour appuyer le plan de licenciements massifs. Pour la vérité historique, précisons que sur place, dans l'usine, le PCF se chargea de la basse besogne de briser, difficilement au demeurant, la grève des OS.

En aucun cas, la direction du PS est contre les licenciements, elle est pour les plans dits « sociaux » conçus pour diviser les salariés, les persuader et les contraindre à la « reconversion », à la « mobilité ».

La soi-disant « gauche social-libérale » compte, parmi ses grands commis, Louis Gallois, ex PDG de l'Aérospatiale, ex PDG de la SNCF et aujourd'hui PDG de EADS Airbus, entreprise en proie à un plan de suppressions d'emploi sans précédent. Autant dire que monsieur Gallois est un expert en suppressions d'emplois et en licenciements massifs. Mais Besancenot ne peut s'empêcher d'embellir la direction du PS en lui attribuant des vertus sociales qu'elle n'a pas.

Au fait, et Jospin Premier ministre ? Qu'a-t-il fait et dit sur Renault Vilvorde ? Et les privatisations qui aboutissent systématiquement aux licenciements et plans sociaux ? Jospin les a accompagnées « socialement » ? Et Strauss-Kahn candidat à la tête du FMI ? Sans doute pour adoucir le capitalisme

Lors de ce même entretien au Monde, le journaliste demande au candidat de la LCR :

Pouvez-vous dire si vous appellerez à voter Ségolène Royal au second tour ?

Réponse de Besancenot :

Je vous le dirai le soir du premier tour. Sachez - et vous le savez déjà - que la LCR n'a jamais fait la politique du pire et en effet, je me présente contre Nicolas Sarkozy. Je fais une différence entre la gauche et la droite. Sur la consigne de vote en tant que telle, cela dépend de ce qui est dit dans le cadre d'une campagne

Ainsi selon Besancenot, la consigne de vote dépend de ce que Ségolène Royal dira dans le cadre de la campagne. Admettons, tout le monde peut changer. Seulement voilà : au moment de l'interview, elle a déjà dit et écrit l'essentiel. **Son programme est connu**, c'est un programme **réactionnaire, anti-ouvrier sur toute la ligne** et c'est d'ailleurs la teneur de ce programme qui explique la victoire de Sarkozy face à elle, meilleur pour défendre l' « original ».

Mais, le véritable gage qu'il donne à la direction du PS, ce jour-là, réside dans cette annonce :

*Demain, je sais que Ségolène Royal ira signer **le pacte social et citoyen** de l'organisation **AC-le feu, née de la révolte des quartiers**, et j'irai également le signer*

Pour mémoire, l'organisation AC-le-feu est née, non pas « de la révolte des quartiers », formule pour faire croire qu'elle en est une expression spontanée, mais elle a été créée, au lendemain des émeutes dans les banlieues, en novembre 2005, par l'appareil et l'argent du PS. Tout comme SOS-Racisme, puis « ni putes, ni soumises ». Et cela se traduit dans le programme de cette « association » qui n'est rien d'autre qu'une déclinaison du programme du PS.

Le Pacte social pour les banlieues et les CDD de cinq ans.

Et donc, Besancenot a signé un pacte social qui se prononce pour : « **la suppression des contrats précaires au profit de CDD de cinq ans** »

Besancenot a signé un pacte en faveur de l'indexation des hausses de loyers sur les salaires

Besancenot a signé un pacte qui propose le droit de vote des immigrés... pour les élections locales seulement. Visiblement, au sein de la LCR, personne n'a trouvé à y redire

Dès lors, les choses ne vont pas traîner. Dans « La Commune » du mois d'avril 2007, nous écrivions :

*Pour Besancenot, les obstacles dressés par le PS à la candidature du porte-parole de la LCR ont été levés in extremis. Dans la dernière ligne droite, Besancenot a vu affluer subitement les signatures de maires par dizaines. En effet, le 14 mars, Julien Dray, second couteau de Royal (et ancien militant de la LCR), monte au créneau contre José Bové : « Je n'ai pas envie qu'il soit candidat » dit-il tout de go, mais pour ajouter, Dieu sait pourquoi, que « **la gauche va jusqu'à Besancenot** ». **Pas jusqu'à Arlette, donc**. Quelques jours auparavant, dans une interview au journal Le Monde du 28 février, Besancenot déclare, à propos de la consigne de vote qu'il donnera au second tour : « Je vous le dirai le soir du premier tour. Sachez – et vous le savez déjà – que la LCR n'a jamais fait la politique du pire et en effet, je me présente contre Nicolas Sarkozy. Je fais une différence entre la gauche et la droite. Sur la consigne de vote en tant que telle, cela dépend de ce qui est dit dans le cadre d'une campagne ». Il fait donc miroiter qu'il appellera à voter Ségolène Royal. Pour le moment, c'est implicite. Et il donne un autre gage bien plus sérieux au PS en signant le contrat social et citoyen de l'association AC-le-feu. Cette association, qui est une resucée d'SOS Racisme, réclame la suppression des contrats précaires au profit, tenez-vous bien, de CDD de 5 ans ! Ainsi est jetée par-dessus bord la revendication de la transformation de tous les contrats précaires en CDI. Rien que ça ! Dans le même élan, AC-le-feu propose que les hausses de loyers soient indexées sur les salaires. La belle affaire ! **Ton salaire augmente, donc ton loyer augmente**. No comment. Et, comme de bien entendu, **AC-le-feu demande la mise en place de la police de proximité**. On comprend que Ségolène Royal ait signé ce pacte anti-feu. Mais Besancenot ...*

N'était-ce pas le prix à payer pour obtenir les 500 signatures nécessaires de maires ? Comme quoi, lorsque l'on n'a pas un appareil sérieux et un corps militant solide, il faut passer sous les fourches caudines du PS ou de l'UMP pour récolter le nombre de parrainages nécessaire. Mais la LCR, qui avait appelé à voter Chirac le 5 mai 2002, n'en est pas à un reniement près

Entre deux tours : Besancenot, rabatteur de Royal

A peine les résultats du premier tour connus, le soir même, sans attendre, Besancenot lance un appel à voter Royal. Bien sûr, les termes du discours de Besancenot sont bien pesés :

« Sarkozy recycle dans son discours une partie du programme et des idées du FN...qu'il compte appliquer au pouvoir ! De même a-t-il su récupérer le non nationaliste, cocardier, qui s'était exprimé le 29 mai 2005 autour des campagnes du FN et de Villiers. Chassant sur les terres du FN, cet homme et son programme sont un danger majeur immédiat.

Le deuxième tour prend nécessairement l'allure d'un référendum anti-Sarkozy pour tous ceux et celles qui entendent résister à sa politique. Le 6 mai nous serons du côté de ceux

et celles qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la République. Il ne s'agit pas de soutenir Ségolène Royal mais de voter contre Nicolas Sarkozy ».

Il ne s'agit pas de soutenir Ségolène Royal mais de voter contre Sarkozy, affirme le leader de la LCR. Voilà qui rappelle fort le discours du PCF en 1995 lorsqu'il appelait à « utiliser le vote Jospin pour battre Chirac ». Chacun comprend que c'est de la langue de bois : ou bien on appelle à voter pour tel ou tel candidat, ou bien on n'y appelle pas. Le tout étant de savoir comment battre Sarkozy.

L'appel on ne peut plus précipité de la LCR à voter Royal en faisant croire que c'est un vote pour battre Sarkozy va pâtir dès le lendemain des tentatives de Royal pour sceller une alliance avec l'autre candidat de droite dit « centriste » éliminé au premier tour : François Bayrou, candidat de la formation politique parti créée en 1976, par Giscard, ancien président de la République. Mais, pour la LCR, plus question de se rétracter : quelques sermons en direction des chefs du PS suffiront.

Au lendemain du premier mai, dans un article intitulé « **neutralité ou combat ?** », le journal de la LCR, Rouge, s'inquiète de la neutralité affichée des confédérations syndicales, qui ne donnent pas de consigne de vote. A propos de la CGT, l'auteur de l'article écrit :

La CGT reste collectivement incapable de marquer son indépendance par une confrontation exigeant des projets, dont les résultats pourraient être portés sur la place publique. Et justifier ainsi qu'on peut et qu'on doit battre le candidat du Medef, sans cautionner Ségolène Royal et en préparant les échéances suivantes en toute clarté.

A cette « neutralité », l'article oppose l'attitude de l'Union Syndicale Solidaires :

L'Union syndicale Solidaires est la plus claire, en regrettant, au premier tour, « l'éclatement de la gauche antilibérale et écologiste », et en constatant qu'au deuxième tour, le programme de Sarkozy « est en totale contradiction avec les revendications qu'elle porte ». Solidaires signe, par ailleurs, un appel de mouvements sociaux (lire page 5) à « œuvrer » pour que Sarkozy soit « battu dans les urnes ». (Rouge N° [2204](#), 03/05/2007, Présidentielle 2007 (p. 4-5))

On voit ici très nettement le rôle de rabatteur du PS que s'assigne la LCR, entre les deux tours. La LCR faisant directement pression sur les syndicats pour qu'ils appellent à voter Royal, dont le programme est, rappelons-le, encore plus anti-ouvrier et réactionnaire que le programme de Lula au Brésil.

Un vote de « résistance » ?

A deux jours du second tour, c'est la panique qui l'emporte. Dans le quotidien du soir Le Monde, on peut lire :

"Je lance de nouveau un appel, dans les 48 heures qui nous restent, à tous nos électeurs et, au-delà" à ceux de "la gauche radicale" qui "traînent encore les pieds, à battre la droite et empêcher que Nicolas Sarkozy accède à la présidence de la République", a déclaré vendredi Olivier Besancenot, à deux jours du second tour de l'élection présidentielle. A

cette "minorité" d'électeurs qui "peuvent aller à reculons, hésiter ou franchement ne pas vouloir y aller" le 6 mai, "nous leur disons, plutôt que de se concentrer sur ce que dit Ségolène Royal, de se concentrer sur ce que dit Nicolas Sarkozy", a ajouté l'ex-candidat de la LCR. Il s'agit d'un "vote de résistance" au candidat UMP et "non un vote d'adhésion au programme" de la socialiste, a-t-il conclu.

Après la chasse aux syndicalistes, **c'est la chasse aux abstentionnistes !** Or, la LCR a beau dire et beau faire, la candidate du PS n'apparaît pas aux yeux des travailleurs comme étant à même de battre Sarkozy, compte tenu de son programme semblable sur le fond à celui que défend Sarkozy. Faute de quoi, il ne restait à la LCR, au PCF et quelques autres qu'à « diaboliser » Sarkozy, en le présentant comme un quasi-fasciste ou au mieux un Berlusconi. De quoi effrayer la petite bourgeoisie des « centre-ville », en effet, qui avait voté Bayrou au premier tour et de quoi inquiéter sérieusement la jeunesse des cités ouvrières dont la haine se cristallise à juste raison sur le personnage de Sarkozy, candidat du Medef et des cercles dirigeants du capital financier.

Au lendemain du second tour : hommage à Royal et condamnation des jeunes manifestants

Le 6 mai au soir s'achève donc la chronique d'une défaite annoncée. Sarkozy l'emporte largement sur Royal, malgré une très forte participation (du jamais vu depuis 30 ans). Besancenot, l'enfant chéri des médias (pourtant réputés « sarkozystes ») accuse le coup s'il on croit le journal patronal La Tribune qui rapporte ses dernières déclarations. A propos de Ségolène Royal :

D'abord elle a eu le mérite aussi de la dignité y compris dans sa déclaration de l'entre deux tours. Beaucoup assuraient de toute façon qu'elle se ferait dérouler par Nicolas Sarkozy. Tout le monde a été obligé de constater que ce n'était pas le cas. Moi, mon désaccord avec Ségolène Royal porte sur le contenu politique.

C'était vrai avant le premier tour, cela reste vrai aujourd'hui y compris dans sa déclaration qui reste digne, mais avec laquelle je ne suis pas d'accord ce soir. La solution qui consiste à dire qu'il faut refonder la gauche oui, mais en l'ouvrant vers l'autre rive, en continuant à tendre une main finalement vers le centre droit, vers l'UDF, je crois que ce n'est pas comprendre ce qui s'est passé dans les deux dernières élections présidentielles. A chaque fois que la gauche a commencé à courir après la droite, elle a perdu. Et il y a un désarroi extrêmement profond dans les couches populaires et dans la jeunesse, un désarroi qui a pu y compris se traduire dans le vote Nicolas Sarkozy. Je pense que la gauche, pour récupérer ce désarroi là sur des bases positives, doit le faire sur des bases sociales, sur **des bases de répartition des richesses**, et moi j'appelle tous ceux et toutes celles qui ont combattu la politique de la droite ces cinq dernières années à ne pas baisser les bras et à continuer à le faire de façon digne, de façon responsable, mais de façon extrêmement motivée et enthousiaste, ce soir, malgré le résultat qui est évidemment décevant.

L'hommage à la personne de Ségolène Royal est appuyé, il insiste sur sa « dignité » et il lui fait la leçon comme cela se fait entre gens d'une même famille ou d'un même dan, comme si, en définitive, Ségolène Royal était politiquement une gourde qui ne sait pas s'y prendre, qui se fourvoie lorsqu'elle tend la main au « centre-droit » ou lorsque « la gauche court après la droite ». Pas question de dire que Royal et **la direction du PS portent l'entière responsabilité de la**

victoire de Sarkozy. Besancenot, singeant en cela les staliniens, reporte en dernière instance la responsabilité de la victoire de Sarkozy sur le « désarroi extrêmement profond dans les couches populaires et dans la jeunesse qui a pu se traduire dans le vote Nicolas Sarkozy ». Toujours la même antienne : « **c'est la faute aux masses et elles n'ont que les dirigeants et gouvernants qu'elles méritent** ».

Rappelons-le : le terrain électoral est un terrain déformé de la lutte de classes. Pour notre classe, c'est un terrain miné. Le clivage gauche-droite a pu, dans le passé, exprimer de loin en loin, le rapport de forces entre les deux classes fondamentales ou, plus modestement, donner une indication (devant être recoupées avec d'autres) de ce rapport de forces. De nos jours, la gauche ayant gouverné et contribué à faire passer les plans les plus anti ouvriers, les attaques les plus franches contre les conquêtes sociales ouvrières décisives, elle est de moins en moins perçue par les gens comme « le parti ouvrier » et **quel qu'ait été leur vote, les travailleurs n'ont pas reconnu la candidature de Royal comme la leur**, ce qui explique d'ailleurs en partie le succès électoral de Besancenot au premier tour

Mais, revenons à un autre aspect apparemment mineur de la déclaration de Besancenot au soir du 6 mai :

J'appelle tous ceux et toutes celles qui ont combattu la politique de la droite ces cinq dernières années à ne pas baisser les bras et à continuer à le faire de façon digne, de façon responsable

»

Pourquoi cet appel à la responsabilité lancé à la face des gens ? Qu'est ce que ça vient faire là-dedans ?

Eh bien, au moment où Besancenot parle aux médias, des jeunes manifestent dans les grandes villes contre Sarkozy, livrés à eux-mêmes, tombant dans des souricières policières. Matraqués, interpellés et emprisonnés pour certains d'entre eux. **Besancenot n'a pas un mot pour eux.** Mais, on va comprendre bien vite que, dans sa déclaration, il insinuait que ces manifestants étaient ... irresponsables !

Besancenot désavoue les jeunes anti-Sarkozy

Ainsi, selon une dépêche AFP du 9 mai,

L'ancien candidat LCR à la présidentielle, Olivier Besancenot, a déclaré mercredi qu'il désapprouvait les violences qui ont suivi l'élection de Nicolas Sarkozy, appelant plutôt à une journée de vigilance unitaire, fin mai, début juin, pour contrer la politique de la droite.

Parmi les principes élémentaires du mouvement ouvrier que la LCR ne respecte pas, il y a le **principe de solidarité inconditionnelle avec les jeunes face à la répression. En outre, ces jeunes ont cru, à l'écoute de leaders comme Besancenot que Sarkozy était un néo-fasciste et se sont donc senti en état de légitime défense.** Si critiques il y a à faire, pourquoi recourir aux médias, à l'AFP ? Tout simplement parce que la LCR et sa figure de proue sont en quête de « reconnaissance » et de respectabilité, toujours prêts à s'acheter une conduite pour servir les appareils bureaucratiques sociaux-démocrates et staliniens.

2002 : la LCR, aiguillon du vote Chirac

L'appel à voter Royal était une capitulation en rase campagne devant la social-démocratie, l'appel à voter Chirac le 5 mai 2002 fut, quant à lui, une trahison ouverte et directe dont la LCR portera à tout jamais la marque indélébile. Cette trahison est d'autant plus gravissime qu'il existe un précédent historique, celui des présidentielles de 1932 en Allemagne, dont le second tour fut un face-à-face entre le Maréchal Hindenburg et Hitler. Le SPD appela à voter pour Hindenburg afin de barrer la route aux nazis. On connaît la suite : quelques semaines plus tard, le vieil Hindenburg nomma Hitler Chancelier. Mais la France de 2002 n'est en rien comparable à l'Allemagne de 1932. En 1932, le parti nazi d'Hitler représentait un danger grave et imminent, à côté duquel l'effet Le Pen peut sembler bien dérisoire.

Bien entendu, le fait que le candidat du FN se place devant le candidat du PS ne pouvait manquer d'être perçu, par les masses et, en particulier, la jeunesse, comme un coup de tonnerre et un avertissement sans frais. C'est ainsi que le résultat de Le Pen déclencha une mobilisation spontanée de la jeunesse sur son terrain propre et selon les méthodes ouvrières : grèves et manifestations. Le débouché que donna la LCR à cette mobilisation immédiate de centaines de milliers de jeunes fut donc ...Le vote Chirac ! De concert avec le PCF, le PS, les directions syndicales, le MEDEF, les hautes instances religieuses. Bref : l'Union sacrée !

Plus grave encore, Besancenot hurla avec les loups dans les média contre Arlette Laguiller et Lutte Ouvrière qui résistèrent avec un réel courage politique à la pression ambiante qui poussait au vote Chirac.

Honteusement mais sûrement, **en se pinçant le nez**, la LCR appela à voter pour le candidat bonapartiste sortant, en agitant le spectre, le chiffon rouge de Le Pen. Ainsi, la LCR contribua à un véritable hold up électoral, sans précédent qui vit un candidat passer de moins de 20% des voix au premier tour à un score digne d'une République bananière de 82 %.

Il n'est pas inutile de citer ici les déclarations de la LCR de l'époque.

Déclaration d'Olivier Besancenot, 25 avril 2002 :

Depuis dimanche soir, les manifestations anti-FN, notamment de la jeunesse, se succèdent partout dans notre pays. La Ligue y est particulièrement présente. Il s'agit, en effet, de barrer la route à Le Pen dans la rue comme dans les urnes. La LCR se mobilise pour que Le Pen ait le moins de voix possible le 5 mai. C'est pourquoi, nous appelons, avant les grandes manifestations du 1er mai, à une participation massive au défilé unitaire, samedi 27 avril, de République (15h00) à Nation contre le danger fasciste et pour l'égalité des droits entre tous et toutes en accueillant la marche des sans-papiers pour leur régularisation.

Déclaration du Comité central de la LCR suite aux résultats électoraux du 21-04-2002

Communiqué de la LCR, 28 avril 2002

Le Comité central (CC) de la LCR s'est réuni dimanche 28 avril pour débattre de la situation politique née du 1er tour de la Présidentielle, des mobilisations antifascistes et de la préparation de la manifestation unitaire du 1er mai qui permettra de faire la liaison entre l'indispensable combat antifasciste et l'urgence des revendications du monde du travail. Le CC de la Ligue confirme les positions adoptées par la LCR dès le 21 avril au soir et, dans ce cadre, rappelle la nécessité de barrer la route à l'extrême droite dans la rue

*comme dans les urnes. **Cela se traduira par voter contre Le Pen le dimanche 5 mai et préparer, dès le lundi 6 mai, les conditions d'un "Tous ensemble" contre la politique de Chirac.***

De Marseille à Paris, dans la rue comme dans les urnes

Déclaration d'Olivier Besancenot, 3 mai 2002

La campagne pour le second tour du scrutin présidentiel s'achève. A nouveau, hier au soir, jeudi 2 mai, des milliers de personnes ont manifesté à Marseille contre l'extrême droite. Toute la droite craint cette levée en masse antifasciste qui, aujourd'hui, s'oppose à Le Pen et qui, demain, contestera Chirac. Je réaffirme que, dimanche prochain, il faut faire barrage au Front National dans les urnes comme nous l'avons fait dans la rue. Ce 5 mai, votez contre Le Pen. Et, dès dimanche soir, pour marquer notre opposition aux projets d'une droite antisociale et ultrasécuritaire, rassemblons-nous nombreux, dès 21h00 Place de la Bastille à Paris, et dans toutes les villes de France.

Remarquons le sens des subtilités qui consistent à dire : on s'oppose à Le Pen, on contestera Chirac. Bien sûr, personne ne prétend que Le Pen et Chirac, c'est la même chose, en ce sens qu'ils représentent chacun deux formes de domination de l'Etat différentes mais non strictement incompatibles puisque la forme bonapartiste représente un régime de transition vers le fascisme, de même que le fascisme peut, à la longue, se muer en bonapartisme, ainsi que nous l'a appris Trotsky. S'agissant de Le Pen, il passera à la postérité comme une sorte de fasciste d'opérette, alliant le style fanfaron de Mussolini à la veine littéraire de Maurras.

Rappelons que « le danger fasciste » agité comme un épouvantail par la LCR n'existait tout simplement pas. En outre, en dépit d'un nombre d'électeurs inscrits plus important, **l'extrême-droite française obtint moins de voix qu'en 1995 (présidentielles précédentes) et Le Pen (à la différence d'Hitler en 1932) n'avait absolument aucune chance de l'emporter.** Sous ce rapport, la manifestation pro-Le Pen du 1^{er} mai 2002 réunit à tout rompre 10 000 personnes et le meeting que Le Pen réunit le lendemain à Marseille, moins de 2000. Drôle de montée du fascisme, non ?

La répartition des richesses, quintessence du programme de Besancenot

On l'a vu, dès 2001, la formule quasi-magique « pour une autre répartition des richesses » revient comme un leitmotiv dans les campagnes de la LCR. Au mieux, il s'agit d'une formule creuse, nébuleuse mais qui, à l'instar de toutes les formules de cet acabit, se charge rapidement d'un contenu.

Nous autres, marxistes, avons appris que « les richesses », ça n'existe pas. Ce qui existe, c'est la richesse collective et lorsque Marx, Engels, Lénine et Trotsky parlent de répartition, il s'agit invariablement de la répartition des objets de consommation, sur la base de la concentration de la richesse sociale entre les mains de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire, sur la base de la dictature du prolétariat. Le reste, ce sont des utopies réactionnaires petite-bourgeoises et social-démocrates. Ainsi, la LCR et son sympathique porte-parole ne nous disent pas dans quel cadre, sur quelles bases se réaliserait la « répartition » ou « redistribution » des richesses.

Reprenons donc les explications de notre gentil postier, celles qu'il a fourni dans son premier livre, « *tout est à nous* » paru en 2002 :

Depuis 1914, les inégalités avaient tendance à se réduire. Depuis une dizaine d'années, elles s'accroissent à nouveau

Les inégalités se réduisaient donc ? Ah bon. Mais, où ça ? Pour qui ? Depuis 1914 ? Diantre ! Trêve de plaisanterie : les grèves, les conquêtes arrachées de haute lutte par les travailleurs ont, certes, freiné, l'accroissement des inégalités mais, la tendance à leur accroissement n'a pu être renversée. Ainsi, sans remonter jusqu'en 1914, les fameuses « trente glorieuses » ont été marquées par une augmentation de la durée moyenne du travail en France, des salaires de misère et des cadences infernales dans l'Industrie, sur fond d'inflation galopante, de vie chère. Bien évidemment, les choses se sont aggravées depuis lors. Aussi, pour faire sérieux, Besancenot avance des chiffres :

A la fin des années 70, le partage de la richesse créée s'établissait à 70% en faveur des salaires, pour 30% en faveur des profits. A la faveur de la crise, ce partage s'est dégradé au détriment de ceux qui produisent. Il avoisine aujourd'hui 60% pour les salaires contre 40% pour les profits. Patrons et actionnaires ont réussi à accaparer 10% de plus

Jusque-là, rien de nouveau sous le soleil : la politique de réduction des coûts du travail dictée par le FMI fait son œuvre. Mais sur ce, l'ingénu postier lance :

Revenir à la répartition qui existait auparavant ne serait pas – par définition- une mesure « révolutionnaire » ; mais cela permettrait une augmentation significative des salaires et des minima sociaux

Et voilà qu'en un seul trait de plume, le candidat de la LCR a balayé la lutte de classes et l'a remplacée par... la politique des revenus. Voilà qui n'aurait pas déplu au Général de Gaulle. En une phrase, la formule « **répartition-redistribution des richesses** », pour laquelle on aurait eu à la limite quelque bienveillante complaisance **se charge d'un contenu bourgeois**, à la limite du corporatisme social cher à Pétain, de Gaulle, Salazar et quelques autres. Ainsi, la LCR se situe dans les ornières de la doctrine sociale de l'église et du partage des profits, chère aux staliniens et à...la CFDT.

En effet, il ne s'agit plus d'arracher des augmentations de salaires par la lutte des classes, basées sur le rapport des forces entre les classes sociales mais de les faire dépendre d'un taux d'exploitation pré établi de la classe ouvrière. Drôle de syndicaliste que ce postier-là !

Besancenot, épigone de Proudhon ?

Mais, en fin de livre, Besancenot tente de se rattraper, lorsqu'il évoque son « projet de société ». Le titre du paragraphe est prometteur : « **en finir avec la propriété capitaliste** ».

Il précise d'emblée :

Notre projet de société ne consiste pas à tout nationaliser, de la plus petite boulangerie aux grandes multinationales.

Ah bon ? On avait eu peur ! Au demeurant, cette façon de s'excuser de vivre et d'être collectiviste est devenue typique de l'extrême-gauche française. Cela ne manquerait pas d'effrayer les belles mères qui, dans les magazines « People », déclarent qu'elles aimeraient bien avoir Besancenot comme gendre.

Le porte-parole de la LCR poursuit

L'essentiel est de briser la dictature des grands groupes industriels et financiers et de transférer à la collectivité la propriété des principales entreprises afin que les grandes décisions économiques puissent être décidées par un choix démocratique, impliquant l'intervention des salariés et de la société.

Ici, le **pouvoir ouvrier est remplacé par « l'intervention des salariés et de la société »** et par **« un choix démocratique »**. Nous comprenons mieux pourquoi, un an plus tard, la LCR va bannir de ses statuts toute référence à la dictature du prolétariat.

La suite de la démonstration vaut son pesant d'or :

La propriété étatique n'est pas la seule forme possible d'appropriation collective. Nationalisations sous le contrôle des salariés, propriété et objectifs assumés par des communautés locales (municipalités, régions), coopératives ouvrières, entreprises sociales et associatives : bien des possibilités existent

On aura remarqué, au passage, que Besancenot ne parle pas de nationalisations sans indemnités, ni rachat. Mais, là n'est pas le plus grave : à ce point de son exposé, **Besancenot passe d'un marxisme frelaté au proudhonisme le plus plat, mélangé avec la bouillie stalinienne « à la française » des années 70. On aura noté également que Besancenot reconnaît les régions comme « communautés locales »** qui avaient été bannies, comme vestiges du féodalisme et de la royauté, de l'héritage révolutionnaire de la révolution française de 1789-93.

Besancenot en rajoute encore une louche :

*Car l'objectif principal, c'est d'ouvrir le monde de l'entreprise et de la production au souffle de **la démocratie sociale**. Aujourd'hui, grands et petits choix sont la chasse gardée des actionnaires, des directions d'entreprise, des états-majors des banques. A l'inverse, remettre le monde à l'endroit, c'est assurer au plus grand nombre, ceux qui produisent toutes les richesses, le droit de décider et de contrôler, à tous les niveaux de l'économie et de la société. **Contrairement aux idées reçues, nous ne sommes pas des fanatiques de l'omniprésence de l'Etat***

Cette phraséologie nébuleuse, alambiquée à souhait (assurer au plus grand nombre le droit de décider) ne sert qu'à jouer à cache-cache avec la question de l'Etat et de la nécessité d'anéantir l'Etat bourgeois, de briser l'ancienne machine d'Etat. Et, là encore, le révolutionnaire qui sommeille (profondément) en Besancenot s'excuse de vivre : on n'est pas des « fanatiques de l'omniprésence de l'Etat ». Ca tombe bien, à l'heure où l'idéologie dominante consiste à chanter sur les tons qu'il faut en finir avec l'Etat-providence, le réduire à ses fonctions régaliennes. De même, à aucun moment, notre gentil postier ne parle de socialisation des moyens de production.

Pourtant, la nouvelle étoile montante de la LCR ne tarit pas d'éloges sur la Commune de Paris en 1871, les soviets russes en 1917, les cordons industriels au Chili en 1970-73, etc., relevant que

Au cours de chaque soulèvement populaire, les exploités et les opprimés ont toujours su créer de nouveaux organes de pouvoir et de gestion, infiniment plus démocratiques que les institutions étatiques actuelles

Grâce leur soit rendue, en somme.

C'est cela que beaucoup ont du mal à imaginer : ceux d'en bas exerçant le pouvoir, créant des formes nouvelles d'organisation politique et sociale, basées sur la proximité, l'expression directe, le contrôle sur les délégués. C'est pourtant cela dont il s'agit : la démocratie jusqu'au bout. Quel que soit le nom qu'on lui donne : pouvoir des travailleurs, démocratie directe, planification autogérée, société socialiste ou communiste, système d'autogestion généralisée

En résumé : qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse. En vérité, la partie de cache-cache continue : quid de la centralisation des organes de pouvoir dont se dotent les masses au cours d'une situation révolutionnaire ? Quid du combat pour le gouvernement ouvrier ? Quid de l'Etat-Commune ?

Eh bien non, mille fois non : la démocratie directe et le pouvoir des travailleurs ne sont pas équivalents, société socialiste ou système d'autogestion généralisée, ce n'est pas la même chose.

Dernière touche finale qui concentre le tout :

Si bizarre que cela puisse paraître pour un parti politique, notre objectif n'est pas de prendre le pouvoir. Mais d'aider par nos propositions, nos initiatives, nos batailles de conviction- en un mot par notre combat- à ce que ceux d'en bas s'organisent, se rassemblent, se mobilisent, créent leur forme d'auto-organisation et, finalement, exercent le pouvoir.

Bizarre, cher cousin, vous avez dit bizarre ? Comme c'est bizarre : Depuis Berstein et feu Léon Blum, **nous savons la différence qui existe entre conquête et exercice du pouvoir**. La conquête du pouvoir, c'est le passage du pouvoir d'une classe à une autre, l'exercice du pouvoir, c'est la gestion loyale des affaires courantes de la classe au pouvoir.

De fait, en affirmant que l'objectif de la LCR n'est pas de prendre le pouvoir, Besancenot sème le doute sur le rôle du parti révolutionnaire qui ne consiste ni à créer la révolution, ni à créer les soviets en lieu et place du mouvement spontané de notre classe mais, bel et bien, à servir d'instrument, de levier, d'appareil politique à la conquête du pouvoir par les masses prolétariennes et populaires.

Sans la médiation d'un parti prolétarien, d'une direction, les masses ne pourront prendre le pouvoir et le garder. Un certain Lénine, dans un certain livre intitulé « Que faire ? » a, depuis longtemps, réglé la question. Il est visiblement des bagages théoriques encombrants.

Mais, à la décharge de Besancenot, la remise en question de la dictature du prolétariat, dans son esprit marxiste avant la lettre, n'est pas chose nouvelle dans son organisation. **En 1979 déjà,**

Nahuel Moreno dut rédiger un livre, « **la dictature révolutionnaire du prolétariat** » démontrant jusqu'à quel point le document du S.U intitulé « démocratie socialiste et dictature du prolétariat » remettait en cause cette dernière.

Une organisation à la dérive

Suite logique de ces élucubrations révisionnistes poussées jusqu'à leurs ultimes conséquences, la LCR va donc retirer de ses statuts la référence à la dictature du prolétariat.

Selon ses dirigeants, cités par le quotidien du soir Le Monde (2 novembre 2003)

C'est une manière de dire que le cycle ouvert par octobre 1917 est aujourd'hui refermé, qu'il faut fonder un nouveau projet de transformation sociale où les idées de socialisme, de lutte des classes, mais aussi de démocratie sont centrales

C'est tout dire !

Par ailleurs, il est de notoriété publique que notre « gendre idéal » a une répulsion visible pour la référence au trotskysme. Régulièrement, comme l'atteste encore un document du quotidien Le Monde en date du 19 janvier 2006, Besancenot se définit comme "**communiste libertaire et altermondialiste**" voire même comme un « **social démocrate libertaire** ».

Les anarchistes ne l'entendent d'ailleurs pas forcément de cette oreille. Dans le journal « Alternative libertaire » de mars 2004, un militant anarchiste revient sur l'évolution récente de la LCR.

La LCR, il est vrai, a fait peau neuve. Elle ne se veut plus un parti communiste, mais un parti "écologiste, féministe, anticapitaliste". À chaque congrès est inlassablement reposée la question du changement de nom pour bazarder ces mots encombrants que sont "communiste" et "révolutionnaire", qui font trop peur. Les entorses au dogmatisme sont, on ne peut le nier, conséquentes : Léonce Aguirre, avec d'autres, fait un retour critique sur Kronstadt, que même le jeune candidat Besancenot décrit comme une erreur de Trotski qui font trop peur. Les entorses au dogmatisme sont, on le voit, conséquentes : un jeune candidat Besancenot décrit comme une erreur de Trotski

Eh oui, **pour Besancenot, Kronstadt fut une « erreur de Trotsky**», ce qui est au demeurant d'une inconséquence totale : ou bien l'on considère que la répression de l'insurrection de Kronstadt avait été rendue nécessaire par les impératifs de défense immédiate du jeune Etat ouvrier afin de prévenir une nouvelle offensive des armées blanches qui venaient d'être contenues, ou alors, il faut dire, comme les anarchistes, que ce fut une trahison et un crime contre la révolution. Dire que c'est une « erreur » est **une façon de ne pas assumer la Terreur au cours de la Révolution d'Octobre** et de ne pas prendre position, en se réfugiant dans **le confort intellectuel qui permet tous les « inventaires » et les « retours critiques »** que l'on veut sans en tirer les conséquences, si ce n'est honteusement.

Ce qui recoupe le constat lucide que ce militant anarchiste dresse :

À chaque congrès est inlassablement reposée la question du changement de nom pour bazarder ces mots encombrants que sont “ communiste ” et “ révolutionnaire ”, qui font trop peur

On ne peut que donner raison à ce militant quand il dit que la LCR ne se veut plus un parti communiste, mais un parti “ écologiste, féministe, anticapitaliste ”.

Ce militant ne se contente pas de l'affirmer, il développe cette observation :

La LCR prend comme modèle la “ démocratie participative ” de son homologue brésilien. De celle-là, non plus, on ne parle guère : c'est bien le courant “ Secrétariat Unifié ” du Parti des travailleurs du Brésil (PTB) qui, élu sur le mandat du non-versement de la “ dette ” au **FMI**, a **pourtant fait de celui-ci le premier point de son programme une fois au pouvoir ; c'est bien lui qui continue la politique de privatisation ⁽¹⁾**. Quel doux mot que celui de “ démocratie participative ”, qui associe les travailleurs à la gestion de la cité alors que, en vérité, ils ne participent qu'à la gestion de la pénurie [...]. En évacuant toute référence au trotskisme ou au communisme, la LCR ne fait pas que figure d'ouverture d'esprit : elle évacue aussi des concepts qui ne correspondent plus à sa pratique politique. Son ouverture est la concrétisation de sa dérive droitnière qui la conduit, en effet, à s'ouvrir aux Verts, à la Gauche socialiste, invitée à son dernier congrès, et aux libertaires d'Alternative Libertaire (Fr), invités eux aussi. Si AL (Fr) se retrouve fréquemment dans des combats communs avec la Ligue, ce n'est pas non plus seulement parce qu'elle **veut bien faire fi de tout dogmatisme, c'est parce qu'elle aussi manie les concepts de “ 100 % à gauche ” et de lutte de la “ gauche sociale ” contre la “ gauche gouvernementale ”, toutes deux se retrouvent sur une position de “ gauche de la gauche ”, qui poussotte gentiment la gauche plurielle** pour qu'elle lâche quelques mesurette, pour qu'elle régule le capitalisme, puisqu'il faut “ changer le monde sans prendre le pouvoir ”. Toutes deux participent au fameux Forum Social, financé à hauteur de 22 millions par l'État qui achève ainsi l'intégration corporatiste de ces organisations dites contestataires qui n'ont pour seul mérite que d'avoir citoyennement mis la lutte des classes au vestiaire et participé à la mise en place d'une structure de dialogue social. **Toutes deux sont dans une perspective “ participative ” associant les exploités à leurs exploités.**

(Richard G., in : Alternative libertaire n°34 (270) , mars 2004)

Brésil : gestion de la pénurie et de la misère

On ne saurait mieux dire, en effet. C'est ainsi qu'à l'instar de son organisation sœur le courant **Démocratie Socialiste du PT Brésilien**, Besancenot vante le budget participatif mis au point par cette **section du SU à Porte Alegre**. Un passage en particulier de son premier livre « Tout est à nous » mérite d'être cité, lorsque Besancenot livre son propre témoignage des séances d'élaboration du budget participatif :

A une femme qui défendait avec acharnement la priorité que représentait pour ses voisins la construction d'un hôpital succédait immédiatement un autre orateur achamé à faire prévaloir l'absolue nécessité de réhabiliter sa rue parsemée de trous et de nids –de- poule ! Proposition qui s'inscrivait d'ailleurs dans une politique de la ville voulue par les habitants.

*Celle-ci passait par la construction d'une zone urbaine pour reloger la population de la favela existante. Militant de Démocratie socialiste, le courant révolutionnaire du Parti des Travailleurs, André qui représentait la municipalité à cette occasion, essayait bien de faire la synthèse de ces exigences. Mais plusieurs de ses propositions ont été mises en minorité et il a dû, à plusieurs reprises, au cours de la journée, revoir sa copie et négocier en aparté pour rapprocher les points de vue. Car, dans le cadre du budget participatif, les habitants de Porto Alegre ne sont pas seulement « consultés » (...) mais n'ont jamais envisagé de céder la moindre de leurs prérogatives ; **les représentants des comités de quartier ont effectivement un pouvoir de décision dans le cadre de l'enveloppe attribuée au budget participatif.** (souligné par nous) Un cadre réel, même s'il est limité du fait des versements faits à l'Etat fédéral
(Tout est à nous - pages 95/96)*

Dans ce témoignage de Besancenot, dont il faut ici souligner l'honnêteté, tout est dit : comment des quartiers sont opposés entre eux, **comment les besoins vitaux sont opposés les uns aux autres dans un cadre budgétaire corseté pour les besoins du paiement de la dette externe au FMI et comment la municipalité arbitre dans les couloirs.** Ce récit a même quelque chose de tragique devant lequel son auteur réagit à peu près comme « Tintin chez les Picaros », en touriste, pas en militant ouvrier anticapitaliste, révolté que l'on prive les habitants d'un hôpital, révolté par cette démagogie nauséabonde qui consiste à faire gérer aux masses leur propre misère, en les divisant de la façon la plus perfide possible.

A Porto Alegre, le SU a façonné un instrument « destiné à empêcher le prolétariat de porter atteinte au pouvoir », un instrument totalement réactionnaire, au service du FMI.

Ainsi, **Raoul Pont, maire de Porto Alegre à cette époque**, est-il membre de cette fausse « quatrième internationale » qu'est le « secrétariat unifié ».

Plus tard, **Miguel Rossetto, autre figure emblématique du courant « démocratie socialiste » est-il devenu ministre de Lula**, et pas n'importe lequel, puisqu'il est chargé de la « réforme agraire » et il y est resté, en dépit de la répression sanglante contre les paysans sans terre et malgré l'expulsion du PT de sa camarade députée Héroïse Helana votant contre la réforme scélérate des retraites.

Pour sa part, faute d'avoir été réélu maire de Porto Alegre, **le « camarade » Pont est aujourd'hui secrétaire général du PT !**

A ce propos, il convient de citer un extrait de la résolution du « comité international » du SU prise en 2006, sur le Brésil

1. Les développements de la situation brésilienne ont confirmé la caractérisation et la politique du gouvernement Lula, indiquée dans la résolution du Comité international de février 2005 : « un gouvernement de coalition avec des représentants du capital et dépendant de la droite parlementaire (...) menant une politique économique et financière néolibérale et donc incapable de répondre aux problèmes essentiels de la pauvreté et de l'exclusion sociale au Brésil et de confrontation avec l'impérialisme. » Toutes les mesures et décisions du gouvernement Lula, depuis une année, ont été dans le même sens : accepter les diktats des marchés financiers, consolider la politique d'excédent budgétaire

pour rembourser la dette, ne pas déployer une véritable réforme agraire ce qui lui vaut une critique radicale du MST, ne pas baisser réellement le chômage, ne pas augmenter les salaires, ne pas combattre les inégalités. Ce gouvernement est bien un gouvernement social-libéral.

2. Cette politique du gouvernement contraire aux intérêts populaires s'est accompagnée, cette dernière année, de révélations sur les méthodes politiques et les pratiques de corruption qui ne diffèrent en rien de celles des gouvernements bourgeois traditionnels. Des dizaines de parlementaires ont été achetés par des membres éminents de la direction du PT et du gouvernement. José Dirceu, n°2 de l'équipe au pouvoir, a dû démissionner. C'est un vrai tremblement de terre qui a secoué le PT et la vie politique brésilienne.

*3. L'évolution socio-économique, politique et éthique du gouvernement confirme là aussi, les conclusions politiques que nous avons tirées de notre caractérisation du gouvernement et de sa politique : les révolutionnaires ne peuvent participer à un gouvernement social-libéral ; les révolutionnaires ne peuvent participer au gouvernement Lula qui inscrit toute sa politique dans le respect des critères des marchés financiers et de la contre-réforme libérale. **Malgré les critiques portées sur la corruption ou sur le fonctionnement du parti, la majeure partie de la gauche du PT, y compris les camarades de la DS-PT, n'ont pas défendu, lors des dernières élections internes du parti (au PED), une politique de rupture avec ce gouvernement.** L'accumulation des mesures libérales depuis plus de 3 ans, conjuguée à la corruption, créait même de nouvelles conditions pour une rupture avec le gouvernement. **La majorité des camarades ont rejeté cette option.***

*4. Aux élections de 2006, la candidature de Lula à la présidence représente la réaffirmation de sa politique sociale-libérale. Face à cette candidature, la présentation par des révolutionnaires d'une alternative unitaire et anticapitaliste, une alternative contre la droite et les classes dominantes, est un fait positif. Le PSOL a décidé de présenter la candidature d'Heloísa Helena à la présidence de la République pour défendre lors de cette échéance un programme de défense des intérêts et des revendications des classes populaires, pour rompre avec le néolibéralisme et le capitalisme. Elle dénoncera toutes les attaques de la droite, les exigences des marchés financiers et toutes les conséquences des contre-réformes libérales. Elle s'opposera au bilan de la politique du gouvernement Lula. En solidarité avec la lutte des peuples latino-américains, et en particulier, avec la révolution bolivarienne au Venezuela, **la candidature d'Heloísa sera une candidature anti-impérialiste. Cette candidature peut permettre à des millions de Brésiliens de manifester leur volonté de résister aux attaques du capitalisme libéral et de changer les choses.** Au-delà des courants et organisations, cette candidature peut rassembler une gauche radicale, une gauche anticapitaliste, elle peut reprendre le programme et les valeurs fondamentales originelles du PT, abandonnées depuis par la direction Lula.*

*5. Par ailleurs, la gauche brésilienne reste fortement divisée : une partie importante de cette gauche reste au PT. D'autres organisations, comme le PC do B, ou d'autres secteurs qui restent sur des positions « mouvementistes », ou encore le PSTU, auront leurs propres positions. **Les forces de la IVe Internationale restent, malheureusement, divisées. La DS-PT continue à militer dans ce parti, en confirmant sa participation au gouvernement et en renforçant son intégration dans la direction du parti** — un des responsables de la DS occupant le poste de secrétaire général du PT. Un autre secteur est engagé dans **la construction du PSOL** et forme le regroupement « **Collectif DS-IV Internationale** » qui participe à la formation d'un nouveau courant du PSOL, **provisoirement nommé « Enlace »**. Pour favoriser la continuation de la discussion et les possibilités de convergence de tous les secteurs anticapitalistes, le Comité international réaffirme le maintien de relations avec toutes les composantes de la IVe*

Internationale au Brésil, toutes ses composantes continuant d'être membre de plein droit de l'Internationale.

6. Le Comité international propose l'ouverture d'une discussion sur la situation brésilienne. Cette discussion aurait en particulier pour objectif de tirer un premier bilan de l'évolution du PT lors de ces 20 dernières années, de la politique de la section brésilienne, et des discussions et décisions prises par l'Internationale. Le Comité international propose la réouverture d'un Bulletin intérieur spécial sur cette question. Il recommande aux camarades brésiliens de présenter une introduction à cette discussion. Les textes auront maximum 20 000 signes.

7. Le Comité international constate que les camarades de la DS-PT n'ont pas participé à sa réunion de février 2006. Tenant à poursuivre les discussions avec les camarades, il mandate le Bureau pour organiser dans les plus brefs délais une réunion avec eux.

14 février 2006

Ainsi, le SU considère que le gouvernement du PT Brésilien est tellement à droite qu'on ne peut même pas le considérer comme un gouvernement de front populaire, mais **il accepte de conserver dans ses rangs des « camarades »** qui s'intègrent à l'appareil bourgeois du PT et à son gouvernement impérialiste pro-FMI.

Le SU qui, en 1979, a brandi de façon grossièrement administrative les principes du centralisme démocratique pour pouvoir expulser, en lieu et place du débat politique, **les organisations et militants qui, au Nicaragua, refusaient de se dissoudre dans le FSLN**, tolère dans ses rangs des **ministres d'un gouvernement bourgeois impérialiste** ! Il faut le faire, quand même ! A tout le moins, cela indique que le SU est sans rivage à droite, sans principe, ne considérant les questions-clés que sous un jour tacticien. Le SU ne condamne pas purement et simplement ses « camarades ministres », le ton qu'il emploie à leur égard rappelle celui du CC du PCF, le 21 août 1968, lorsqu'il exprima sa désapprobation à la suite de l'intervention des troupes de la bureaucratie du Kremlin en Tchécoslovaquie. **Comment peut-on considérer comme un « secteur de la quatrième internationale » un courant qui est passé directement, sans transition, dans le camp du FMI !**

Rappels à l'ordre

Après les présidentielles de 2002, la LCR s'est trouvée à nouveau à la croisée des chemins : ou bien continuer à occuper la place ou le terrain d'une organisation « extrêmement-gauche » ou bien devenir officiellement et pleinement une composante de la gauche institutionnelle, comme les Verts, le groupuscule bourgeois Radical de gauche, le PCF gravitant autour du PS. Seulement voilà, les gens qui ont voté Besancenot, pour une partie significative d'entre eux, ont voté en 2002 contre la gauche institutionnelle et contre l'orientation du PCF. D'autre part, il ne faut pas perdre de vue que le PS a joué la carte Besancenot en 2002 pour endiguer la montée de Lutte ouvrière, en reprenant les thèmes de campagne qui avaient fait le succès d'Arlette Laguiller en 1995 (elle recueillit plus de 5% des voix, à la surprise des commentateurs officiels). Montée confirmée aux européennes de 1999, aux municipales de 2001)

Dès le départ, Besancenot, encore totalement inconnu, avait trouvé moyen de se faire éditer par un grand éditeur (Denoël) et de faire préfacier son livre par une journaliste de la station Canal +. En 2002, 150 signatures de maires émanent du PS, Julien Dray, apparatchik du PS issu de la LCR, se dévouant pour jouer les Monsieur Bons offices, préparant le terrain pour un désistement du jeune facteur en faveur de Jospin au second tour.

Après les présidentielles, la patrie reconnaissante à Besancenot pour avoir participé à la mascarade en faveur de Chirac, il fut de toutes les émissions télé, y compris les émissions de divertissement du samedi soir à fort taux d'écoute. Il fut admis au Top 50 des hommes politiques. Dès qu'il y avait un reportage sur une manifestation, un conflit à caractère national, Besancenot apparaissait en gros plan sur toutes les chaînes de télé et y allait de son couplet contestataire apprivoisé.

A l'inverse, Lutte ouvrière fut montrée du doigt par les média et Arlette Laguiller dût affronter provocations et dénigrement médiatique en rafale. Et, pourtant, la LCR, non sans déchirements internes, dût nécessairement passer un nouvel accord électoral avec LO, aux élections locales et européennes de 2004. Rappelons ici que La Commune a mené campagne unitaire à cette occasion, militant pour le vote LO-LCR, avec notre camarade Daniel Petri sur les listes régionales LO-LCR dans le Val-de-Marne. Les listes unitaires LO-LCR n'étaient vraiment pas du goût du PS et du PCF. La direction du PS fit alors donner ses « anciens trotskystes » pour rappeler la LCR à l'ordre. Henri Weber écrivit « une lettre recommandée au facteur » afin de le semonner, lui tirant les oreilles parce que la coalition LCR-LO ne donnait pas de consigne de désistement en faveur du PS au second tour des élections locales.

Plus tard, d'autres admonestations vinrent de la droite qui s'était montrée bienveillante vis-à-vis du jeune porte-parole de la LCR. Ainsi, en juin 2006, le futur Premier ministre de Sarkozy, François Fillon, commettait un article dans Le Monde au titre cinglant « complaisance zéro pour l'extrême gauche »

Il est temps de dire que l'extrême gauche défend des idées insensées qui, si elles étaient appliquées, couleraient la France. Il est temps de dire que « sa » lutte des classes relève d'une démagogie dangereuse. Il est temps de dire que ce parti méprise la démocratie, que son bagage culturel et historique s'est avéré désastreux sur le plan social, et meurtrier pour des peuples entiers. J'aimerais qu'on m'explique en quoi le trotskisme mérite d'être respecté ! Il est trop facile de dire que tout cela date d'une autre époque. Pour un pays comme le nôtre qui, semble-t-il, est sourdilleux en matière de mémoire historique, j'estime qu'il y a de la négligence à ne pas traiter l'extrême gauche comme elle devrait l'être : c'est-à-dire avec fermeté.

Il faut examiner de près ce qui se dit et s'écrit à la LCR. A l'occasion de son 15e congrès, ce qui fut débattu et adopté mérite d'être pris au sérieux et non de façon badine : « La gauche anticapitaliste et révolutionnaire défendra une perspective de rupture avec l'économie et les institutions capitalistes... » Elle préconisera « l'appropriation sociale des principaux secteurs de l'économie, de l'auto-organisation et de l'action directe des travailleurs pour instaurer une démocratie socialiste... »

(Le Monde. 29.06.06)

Cette mise au point-mise en garde n'empêcha cependant pas le candidat et chef de l'UMP Sarkozy d'intervenir dans ses rangs en faveur du parrainage de Besancenot afin qu'il puisse se présenter aux présidentielles 2007. Mais, l'article de Fillon contient tout de même un message : pour être « respecté », il faut rompre complètement et définitivement avec le trotskysme.

Encore une fois, quel nouveau parti ?

On l'aura compris, la LCR n'a de « trotskyste » que le nom, elle plonge ses racines historiques dans le révisionnisme pabliste contre le trotskysme, révisionnisme qui s'est cristallisé en 1951-53 **et que le trotskysme argentin combattit fort heureusement dès la première heure, avec la**

majorité du PCI, la section française de la IVème Internationale. Quant à ses racines sociales, la LCR les puise depuis toujours, comme ses plus anciens dirigeants l'ont eux-mêmes établi, dans la petite bourgeoisie radicalisée. Tout au long de son histoire, la LCR a intégré en son sein toutes les modes de la petite bourgeoisie urbaine des centre-ville, sous couvert de se prémunir du sectarisme. **En 1970, elle se coulait dans le moule du gauchisme décomposé qui était en vogue**, puis, quand est venu le temps de l'Union de la gauche, la LCR a couru après en vantant cette nouvelle mouture de Front populaire comme une « **alternative réformiste globale** » qu'il fallait gauchir dans les coins, sans s'inquiéter outre mesure de la présence de radicaux bourgeois (issus du vieux parti radical qui fut le parti bourgeois dominant de toute la période de 1890 à 1940) au sein de cette coalition appelée à s'ouvrir plus encore à droite. Et, ainsi de suite.

Parmi les méfaits politiques de cette organisation, il faut noter l'intervention de François Sabado (qui passe aujourd'hui pour le mentor de Besancenot) auprès des sandinistes en août 1979 contre la Brigade Simon Bolivar, brigade internationale de combattants trotskystes du PST Colombien au Nicaragua, opérationnelle un an avant la chute du dictateur Somoza. Sabado, envoyé du SU au Nicaragua au lendemain de la chute de Somoza, déclara aux sandinistes : « **la Brigade Simon Bolivar n'a rien à voir avec la quatrième internationale** » (le PST Colombien était section sympathisante du SU qui passait pour être la quatrième internationale « officielle »).

Ainsi, un dirigeant de la LCR a-t-il donné le feu vert pour l'expulsion du territoire nicaraguayen de ces combattants trotskystes qui avaient osé intervenir contre le désarmement des milices sandinistes et la présence de ministres bourgeois dans le gouvernement de reconstruction nationale formé par les sandinistes (dont Violetta Chamorro). **La Brigade Simon Bolivar fut livrée à la police panaméenne, pour le compte de l'impérialisme.**

Mais revenons au présent. Dans un entretien qu'il a accordé au quotidien du matin Aujourd'hui, le 24 août dernier, Besancenot donne un nouvel éclairage sur le nouveau parti que la LCR veut lancer

Anticapitaliste, indépendant du PS... : ça ressemble à une LCR relookée !

Non. Nous ne proposons ni le ralliement à une LCR bis ni un ravalement de façade. La Ligue communiste révolutionnaire doit désormais être dépassée et tourner une page sans renier son héritage. Mais à nouvelle période politique, nouveau parti. A quoi servirait une formation trotskiste de plus qui s'ajouterait aux deux autres ? Nous sommes plus ambitieux : on ne veut pas se contenter d'un simple changement d'appellation. L'heure n'est pas aux petites révolutions culturelles.

Dépasser la LCR, tourner une page, ça ressemble plutôt à une dissolution, à la dissolution de la LCR comme organisation se réclamant du trotskysme, car même une référence formelle est désormais de trop. « Sans renier l'héritage », dit cependant Besancenot ? Sans doute celui du révisionnisme que la LCR a véhiculé pendant 40 ans.

Mais l'heure n'est pas aux « petites révolutions culturelles ». Le nouveau parti qui naîtra de la décomposition de la LCR sera, nous en sommes sûrs, une nouvelle formation petite-bourgeoise révisionniste et néo-réformiste au service exclusif des appareils social-démocrate et stalinien, **un obstacle de plus sur le chemin vers un authentique parti des travailleurs et le parti mondial de la Révolution, la Quatrième internationale reconstruite.**

Radicalisme et centrisme

Ce nouveau parti, tout comme le parti des travailleurs des lambertistes, ne sera pas le fruit d'un élargissement et d'un renforcement en profondeur de la LCR, en prise avec des syndicalistes de lutte de classes, mais un simple avatar.

Qu'on se comprenne bien. **Pour notre part, nous sommes depuis toujours résolument partisans de la construction d'un parti anti-capitaliste, anti-bureaucratique et internationaliste fût-il sans référence officielle, formelle et obligée au trotskysme et au Programme de transition.** Et nous n'avons nulle peur que les trotskystes y soient minoritaires, pour peu simplement **qu'ils ne cachent ni leur drapeau ni leur Programme.** Et ce cas de figure des trotskystes minoritaires dans un parti des travailleurs anti-capitaliste est d'ailleurs le plus probable.

Mais, pour qu'un tel parti rencontre l'assentiment des masses exploitées et opprimées, il doit précisément être étranger à toute autoproclamation, spécialité Lambertiste et ne pas avoir comme bases fondatrices les idéologies petite-bourgeoises et la **moindre complaisance et soumission** à l'égard de la social-démocratie et du stalinisme, tare génétique de la LCR.

La place pour un tel parti anticapitaliste, rassemblant travailleurs et militants fidèles à la lutte de classes et à l'indépendance de la classe ouvrière, donc incluant les trotskystes, est plus large que jamais. Le moment historique pour le construire n'a jamais été aussi favorable ni aussi vital. Raison de plus pour éviter les écueils placés sur sa route, quel que soit le radicalisme des paroles de la LCR et de quelques autres, radicalisme **qui masque mal les oripeaux du centrisme crypto-stalinien du sympathique Besancenot et de ses pères, pairs et tuteurs de la direction de la LCR.**

La Commune

31 août 2007